Zeitschrift: Le Messenger Raiffeisen : organe officiel de l'Union suisse des Caisses Raiffeisen
Herausgeber: Union suisse des Caisses Raiffeisen
Band: 31 (1946)
Heft: 9

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Messenger Raiffeisen

Organe de l'Union suisse des Caisses Raiffeisen

Paraissant chaque mois. — Abonnements obligatoires pour les Caisses affiliées (10 ex. par centaine de sociétaires) Fr. 2.— ;
abonnements facultatifs en sus Fr. 1.50. Abonnements privés Fr. 2.50

Administration et Rédaction :

Tél. 2.73.81

Tél. 2.83.90

Impression :

Union suisse des Caisses de crédit mutuel, St-Gall.

M. Girod (succ. de A. Bovard-Giddey), Lausanne

Le fédéralisme économique

La « Revue économique et sociale » (No de janvier 1946), bulletin de la Société d'études économiques et sociales, publie sur ce thème une série d'études toutes du plus vif intérêt.

Dans l'Editorial *M. Jean Golay, professeur à l'Université de Lausanne*, se demande tout d'abord s'il existe un fédéralisme économique, en tant que système, applicable dans le cadre de l'économie nationale. Il en est persuadé et tout en se rendant parfaitement compte qu'il y a d'autres notions de fédéralisme économique, il entend par là un système dans lequel on s'efforce par des mesures judicieuses et le respect des contingences autres que celles relevant de facteurs purement matériels, de pourvoir au bien commun, de maintenir l'entreprise dans des normes qui restent à l'échelle humaine, de sauvegarder certains caractères locaux, de tenir compte des aspirations des individus, d'associer dans la mesure du possible l'équilibre entre les formes politiques de la vie collectives et ses formes économiques, de garantir à certaines minorités démographiques des conditions de vie et de prospérité correspondant à leur génie.

M. Golay relève ensuite que le fédéralisme économique se propose de remédier aux graves inconvénients de l'application intégrale du libéralisme économique, tel qu'il a sévi par le passé. Il constate que la doctrine de Manchester est aujourd'hui condamnée parce qu'elle a manqué de mesure dans son application. Au nom du principe « laisser faire, laisser passer », elle n'a considéré que le résultat, le rendement. Si elle a valu à plusieurs nations un grand essor économique, elle paraît avoir méconnu que le destin de « l'homme » reste le but final de toute activité humaine. Dans ses résultats, le libéralisme économique intégral peut être destructeur,

parce qu'il ignore l'individu ; dangereux parce que la matière l'emporte sur l'esprit ; négatif, parce qu'il est niveleur. Ses réalisations ne sont plus à l'échelle humaine, c'est pourquoi l'individu seul n'est plus capable de le maîtriser.

Puis M. Golay constate que même lorsque les excès du libéralisme sont éliminés, l'harmonie entre la politique et l'économie n'est pas parfaite. Alors que les besoins matériels sont à peu près les mêmes partout, il en va tout autrement des besoins intellectuels ou religieux, qui relèvent de la politique et qui peuvent varier d'un individu à l'autre, dans tous les cas d'un pays à l'autre. Aussi faut-il un certain compromis entre les besoins économiques et les nécessités politiques.

Un sain fédéralisme économique doit tendre, d'une part à éviter la concentration de plusieurs entreprises sous la forme d'une unique société et, d'autre part, à conserver dans chaque exploitation cette indépendance de direction qui seule donne aux individus qui y sont intéressés un sentiment de communauté.

Le fédéralisme économique s'efforce de conserver à l'exploitation une mesure humaine ; il permet à l'individu de ne pas se sentir dérouter par le déséquilibre qu'entraînerait toute disproportion entre le politique et l'économique. Il est opposé à toute concentration excessive. Cela est d'autant plus heureux qu'aujourd'hui le monde est saisi par une fièvre de centralisation. Dès lors, conclut M. Golay, si l'on veut éviter l'expérience d'une collectivisation totale qui n'irait pas sans l'abandon d'une partie de notre indépendance et de notre liberté, n'est-il pas indispensable de se pencher sur les moyens dont l'application pourrait encore nous épargner certaines réformes de structure aux conséquences incalculables.

* * *

Après cette introduction de M. le prof. Golay, M. Oscar de Chastonay, directeur de la Banque cantonale du Valais, développe spécialement le thème « **Le Fédéralisme et les banques** ». Il se demande tout d'abord s'il est possible d'associer ces deux termes. Le fédéralisme est un concept d'ordre politique et dans son acception courante il représente un système d'organisation étatique dont le but est d'assurer l'autonomie des diverses parties du pays, cantons ou provinces, dont la réunion forme le tout national. A regarder les choses de près et dans leur profonde réalité, on doit constater qu'il existe vraiment un fédéralisme économique lequel est, d'ailleurs, comme substratum du fédéralisme politique.

Que la Suisse soit diverse, non seulement au point de vue ethnique et linguistique, il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour s'en rendre compte. Les grandes subdivisions, Plateau, Alpes et Jura en comportent d'autres qui sont nombreuses et économiquement fort différentes. Rien ne ressemble moins à un canton montagnard qu'un autre canton des Alpes. Comparez Uri ou le Valais ou Grisons avec le Tessin. Dans le plateau c'est la même disparité. Entre Genève et Zurich qui ne sont pas tout à fait identiques, il y a Fribourg qui est totalement différent. La structure économique et l'évolution sont commandées d'abord par la nature du sol, le climat, les voies de communications. La technique des moyens de production exerce, à son tour, une influence parfois déterminante. La Suisse, dans ce domaine, est un cas singulier où se retrouve l'antagonisme constant entre les deux tendances : la centralisation et le fédéralisme.

M. de Chastonay cherche ensuite à dévoiler le visage économique du pays à la lumière de la statistique. Il relève entre autre, à cette occasion, que la Suisse romande qui constitue une entité sur le plan du fédéralisme politique est elle-même diverse dans son économie. Elle comprend un canton-ville essentiellement industriel et commerçant, deux cantons agricoles et deux cantons mixtes. Ce sont là des particularités auxquelles il sied d'être attentif pour la défense des positions fédéralistes.

Le progrès technique et le développement du commerce extérieur tendent à favoriser la centralisation et la concentration économique. La rationalisation des méthodes de production l'exige, dans une certaine mesure. D'autre part, on s'oriente toujours plus aujourd'hui vers une économie des grandes masses, vers la lutte des géants dont le choc écrasera les nains.

Les nains pourtant auront raison, relève M. de Chastonay. Car la production n'est pas une fin en soi et la vie, demain, ne sera supportable dans un monde nouveau,

très différent d'ailleurs de celui qu'on prépare, que si — comme le dit Ramuz avec cette connaissance psychologique où les poètes affirment leur supériorité sur les économistes — on construit « à la taille de l'homme ». L'économie des grandes masses ne peut pas assurer un progrès vraiment humain. La masse est tyrannique parce qu'elle comporte l'anonymat d'où sort le pouvoir absolu. La concentration a pour contrepartie la stérilité des zones abandonnées. Or, la liberté des hommes ne peut être une réalité sans leur indépendance économique. Et c'est la liberté de chacun d'eux qui est en jeu, quels que soit son habitat, son milieu, sa profession et sa condition sociale. On comprend ainsi pourquoi le capitalisme d'Etat qui tend partout à se substituer au capitalisme privé n'apporte pas une solution compatible avec le souci des libertés. Au nom d'une libération, peut-être, sincèrement désirée, il forge les chaînes d'une servitude d'un autre genre et il n'est pas même certain que le changement de maître soit désirable. Le collectivisme suppose un Etat totalitaire et conduit à la dictature. Les entreprises à tendance de monopole peuvent présenter aussi un danger : elles conduisent à une centralisation aveugle de l'activité et à une paralysie des initiatives libres.

Quel est ici le rôle des banques ? « Leur activité est le reflet du milieu dans lequel elles travaillent (Rossey) ». C'est pourquoi le système bancaire de la Suisse est essentiellement différent de celui des autres pays.

Les établissements de crédit groupés d'après leur caractère économique comprennent 27 banques cantonales, 5 grandes banques commerciales, 80 banques locales, 800 Caisses Raiffeisen et 118 Caisses d'épargne. Au dessus de tout cela, depuis 1907, la Banque nationale.

Chacun de ces groupes répond à un besoin particulier : crédit artisanal, financement de l'industrie et du commerce international, épargne et crédit local. La dispersion des sièges et la pénétration profonde de leur activité font des établissements de crédit suisses les instruments directs du fédéralisme économique. En alimentant les plus petites cellules de la production en stimulant les échanges jusqu'aux confins les plus reculés des diverses régions, elles contribuent à maintenir la vie dans l'organisme tout entier. M. de Chastonay démontre ensuite la réalité du fédéralisme telle que l'exposent les bilans bancaires. Il relève la place prépondérante des banques cantonales dans le contrôle de l'épargne et du crédit hypothécaire et, d'autre part, l'importance des établissements à influence locale. Leur action conjuguée, dit-il, est un des éléments les plus efficaces de la résistance à la centralisation économique.

M. de Chastonay traite ensuite du problème de la nationalisation des banques. Il relève qu'une fusion de tous les établissements de banque avec la Banque nationale pour constituer une banque fédérale unique que d'aucuns préconisent est une utopie, et signale le danger que représenterait une transformation de cette nature pour la structure fédéraliste du pays. Une autre menace contre le fédéralisme bancaire, c'est le projet ancien et sans cesse renaissant de la création d'une Caisse d'épargne postale. La centralisation qui en serait la conséquence porterait une atteinte mortelle aux banques cantonales, banques et Caisses locales. L'épargne serait concentrée dans les mains d'une institution fédérale et répartie de Berne à la périphérie, à la mode des subventions. Les organismes régionaux perdraient leur autonomie et seraient condamnés à une anémie progressive. Les capitaux ne seraient pas, comme

aujourd'hui au service des économies locales, pour travailler sur place ; mais suivant leur tendance naturelle ils iraient vers les meilleurs rendements. Et ce sont les cantons ruraux qui seraient désertés pour la vie industrielle, par l'argent comme par les hommes.

Partout et sur tous les plans, nous retrouvons le même phénomène, le même penchant contre lequel il faut lutter pour maintenir la vie économique et politique, dans le pays entier, pour éviter l'apoplexie. N'est-il pas étrange que ceux-là même qui combattent violemment contre l'entreprise dévorante du capitalisme s'acharnent inconsciemment à démolir les digues de l'indépendance économique. Cette contradiction n'est d'ailleurs pas l'apanage exclusif des doctrinaires socialistes. Des entreprises tentaculaires se trouvent dans le secteur privé comme dans le secteur public. Sans doute, le souci de conserver une place sur le marché oblige à d'incessantes recherches pour l'amélioration des méthodes de travail, la diminution des prix de revient, la satisfaction du consommateur. Et ce ne sont pas les producteurs suisses qui pourraient l'oublier, en face d'une concurrence étrangère mieux pourvue. Mais la production, fut-elle techniquement et commercialement parfaite, n'est pas tout. Ce qui seul est important, en définitive, c'est la place qui est faite à l'homme dans l'entreprise.

Dans ce sens, conclut M. de Chastonay, le fédéralisme a une portée sociologique. Le fédéralisme c'est la fin des monstres.

* * *

M. Arthur Freymond, ancien directeur de l'Assurance mutuelle vaudoise, disserte ensuite sur « **Assurance et fédéralisme** », puis M. Georges Besuchet, directeur de l'Union laitière vaudoise, traite le sujet « **Economie agricole et fédéralisme** ».

M. Besuchet relève, lui aussi, que le fédéralisme est un système politique que l'on peut transposer dans le domaine économique. Sa définition même peut très bien s'appliquer aux organisations agricoles dans lesquelles un certain nombre d'agriculteurs consentent à sacrifier, dans un intérêt commun, une partie de leur indépendance économique, en établissant au-dessus de tout, le pouvoir de la société. M. Besuchet étudie ensuite spécialement l'organisation laitière qui est très développée et présente bien des analogies avec la formation politique de notre pays. Sur le plan communal ou local existent les sociétés de laiterie ; sur le plan cantonal ou plutôt régional : les Fédérations laitières ; sur le plan national : l'Union suisse des producteurs de lait. Et M. Besuchet de conclure, lui aussi, que la Suisse romande doit mettre en pratique son esprit fédéraliste dans le domaine économique.

* * *

Les raiffeisenistes admettent également l'existence et la nécessité du maintien du fédéralisme économique tel que le conçoivent et le définissent si bien les éminents correspondants de la « Revue économique et sociale ».

Le raiffeisenisme possède certainement la structure la plus démocratique et la plus fédéraliste qui puisse être conçue chez nous dans le domaine de l'épargne et du crédit. Dans tous ses éléments et à tous ses échelons il met en œuvre les principes d'autonomie responsable et de discipline librement consentie. La Caisse

locale n'y est pas la dernière subdivision d'une organisation centralisée comme l'est souvent la succursale ou l'agence dans les autres instituts bancaires. Si elle élève au-dessus d'elle des échelons supérieurs (Fédérations cantonales, Union nationale) c'est pour elle qu'ils fonctionnent et sous son contrôle, comme elle fonctionne pour ses membres et sous leur contrôle.

Les principes de la démocratie politique conditionnent ceux du système et de l'organisation économique et réciproquement. Pour maintenir la démocratie vivante il faut un système économique basé sur la responsabilité de la personne construite à l'échelle humaine, « à la taille de l'homme », comme le dit M. de Chastonay. C'est là ce que les organisations Raiffeisen suisses s'appliquent avec succès à réaliser.

La commune est la cellule de notre organisme politique. Elle est également la cellule de l'organisme raiffeiseniste suisse. Celui-ci conçoit l'économie fondée avant tout sur l'individu, sur son initiative, son travail, son caractère, en un mot sur sa personnalité ; elle la conçoit au second degré sur la coopération des individus pratiquant une large solidarité pour réaliser un objectif commun. Pour cela, le raiffeisenisme vise au renforcement de la communauté rurale ; il veut la renaissance de la commune, du village, cellules dans lesquelles germent le mieux la collaboration féconde, l'entraide et la volonté de travail en commun pour le bien de tous et de chacun. Le raiffeisenisme considère que le vrai fédéralisme commence tout au bas de l'échelle ; que la personne puisse s'affirmer et s'épanouir avec un maximum d'autonomie familiale, locale, et l'autonomie cantonale sera par le fait sauvegardée.

Les Caisses Raiffeisen ont un caractère local. Leur rayon d'action est restreint. Pour s'acquitter au mieux de leur mission de coopérative, il est nécessaire qu'elles s'unissent en Fédérations cantonales et en Fédération nationale. Tout l'édifice raiffeiseniste repose ainsi sur le fédéralisme. Ce fédéralisme est ouvert et vivant. Les Caisses locales sont autonomes dans la mesure où elles exercent leurs fonctions au service de l'ensemble. L'autonomie des Caisses a le sens du droit propre à chacune d'elles de s'administrer dans le cadre des principes raiffeisenistes, des statuts et règlements établis pour le bien commun de l'ensemble. Les Caisses sont autonomes dans l'administration interne. Pour l'accomplissement de certaines tâches, par exemple la défense générale de leurs in-

térêts (revision), les relations financières entre elles et avec les autres groupements économiques (compensation des capitaux), elles délèguent des pouvoirs déterminés à la Fédération nationale (Union suisse). Le mouvement raiffeiseniste est fondé sur la gestion de service. Ce service suppose la soumission à des principes, règles collectives et permanentes consubstantielles à toute communauté vraiment saine. Seule une activité conforme à ces lois éprouvées sera fructueuse pour la communauté.

Telle est l'essence du sain fédéralisme que le raiffeisenisme suisse entend réaliser. Sx.

Appel des chrétiens à une morale des affaires

Notre économie souffre, entre autres maladies, d'une absence de moralité extrêmement préjudiciable soit au bien commun, soit aux intérêts particuliers. Ce n'est pas sans raison que nos fondateurs : Raiffeisen, Traber, Rochat, Repond et tant d'autres ont insisté sur la nécessité absolue de placer à la base de nos institutions les principes chrétiens.

Sans doute, il ne faut jamais exagérer : ici ou là subsistent des déchets ou des résidus de moralité. L'influence d'une longue hérédité chrétienne ne s'évade pas tout d'un coup. Le vase n'est pas aussi vide que certains l'affirment et son parfum n'est pas encore évaporé. Mais à part de nombreuses exceptions, il est incontestable que le manque de moralité affecte gravement notre monde économique.

De cette situation, notre société commence à se rendre compte. Elle a conscience de son péché. Si les besoins du monde des affaires se traduisent par l'appel à une morale, il ne faut pas compter que cet appel soit précis, ni surtout unanime.

Combien n'a-t-il pas fallu de silences pour qu'en 1891 — après plus d'un demi-siècle « de misères imméritées » de nombreux ouvriers d'usines — se fit entendre la parole audacieuse d'un grand homme. Et partout, l'absence de moralité dans le domaine du travail se traduit encore par des conflits aigus et qui demandent à être décimés très rapidement. Dans le domaine des affaires proprement dit, domaine de l'échange et du crédit, l'absence de moralité n'occasionne le plus souvent que des malaises appelés « diffus » et qui peuvent miner longuement l'organisme social

avant que les médecins se trouvent en mesure de porter un diagnostic bien précis ! A l'heure actuelle, les difficultés de diagnostic se trouvent spécialement accusées. Parmi les nombreuses causes du mal, les causes morales sont celles dont il est le moins facile de faire admettre l'importance ; car il y a encore tant de faux libéralisme, dans notre mentalité. Et puis, en de tels domaines, l'affaissement des consciences a vite fait de généraliser ! Tout homme, fut-il un Raiffeiseniste avéré, qui s'affranchit de son devoir social, fournit à tous les autres un motif d'abandonner les leurs. Il introduit dans la position de leurs « cas » une composante capable d'infléchir les directions les mieux assurées : *en matière sociale, la solidarité dans le mal joue au moins aussi vite que la solidarité dans le bien.* Il y a donc toutes sortes de raisons pour que l'appel à une morale des affaires demeure indirect, vague et diffus. Seule une élite est à même de rechercher directement et consciemment une doctrine morale adaptée aux affaires modernes et de réclamer en toute connaissance de cause une application plus fidèle de ses principes.

* Une des grandes causes qui vicent et faussent pratiquement les jugements de moralité sur le terrain des affaires, c'est l'opposition des intérêts, la difficulté de faire abstraction de soi-même, de se mettre à la place, mieux encore dans « la peau » de celui qu'on a en face de soi ; le patron dans « la peau » de l'employé, de l'ouvrier ; celui-ci dans « la peau » du patron ; l'emprunteur dans « la peau » du prêteur, du banquier, et ce dernier dans « la peau » du débiteur. Il s'agit de comparer les deux points de vue, les deux jugements, de les confronter et de faire surgir, si l'on peut, une estimation commune. C'est à quoi doivent tendre les Comités de nos Caisses. Pourquoi ne pas discuter charitablement avec l'emprunteur de la moralité, de l'utilité de l'emprunt, son amortissement, etc. ? Il y a là un service essentiellement moral à rendre à celui qui est obligé de tendre la main. Il s'agit d'épauler le pauvre emprunteur, non seulement par une aide accidentelle et passagère, mais par des conseils amicaux.

Quelle belle mission ont à remplir ici les membres de nos deux conseils ? Quelqu'un se dévoue, mais le premier bénéficiaire de son apostolat, c'est lui-même. En n'employant au bien du prochain, le prochain le plus proche que j'atteins, c'est ma propre âme. S'il y a du bonheur à recevoir, il y en a bien

plus encore à donner. Donc donner, semer à pleines mains notre dévouement, nos initiatives, les plus humbles services que les administrateurs peuvent et doivent rendre. Ne pas le faire pour en recueillir un salaire, une satisfaction compensatrice. Le faire parce que c'est une façon de prouver à Dieu et aux autres notre charité. C'est le meilleur appel des âmes d'élite à une moralité des affaires. N'oublions jamais que *les endroits où l'on dépense son cœur ne sont jamais tristes. Que nos mutualités de crédit soient donc ces lieux où nous devons rechercher les dévouements et pour cela sachons, s'il le faut, quitter nos pantoufles, notre coin du feu et nos petites habitudes. Quel sublime apostolat que celui qu'exercent et nos réviseurs et nos incomparables directeurs avec les employés du Bureau de l'Union, comme aussi les comités locaux de nos mutualités !*

V. RAEMY.

Le Souverain Pontife préconise les principes de la coopération

Dans un message adressé à la Conférence d'étude des catholiques français à Strasbourg, le Chef de l'Eglise catholique, Pie XII, déclare que les idéaux chrétiens et sociaux sont menacés par des revendications totalitaires dans tout domaine et par l'étatisme tout puissant.

Selon les résumés de ce message parus dans la presse le Pape aurait dit entre autre :

Les systèmes qui favorisent les revendications totalitaires, en tout domaine et qui traitent les individus comme des pions ou des unités d'une statistique économique, sont aujourd'hui fortement préconisés. Les chrétiens ne sauraient admettre de compromis avec l'erreur, même pas s'il devait s'agir de rester en contact avec les victimes de l'erreur. Le contact entre les chrétiens qui recherchent la vérité avec courage et sincérité doit être favorisé. C'est à cette condition seulement que pourront se développer les grands principes de la démocratie moderne : liberté, égalité, fraternité !

Le pape parle ensuite de l'étatisation des entreprises économiques et écrit :

Même lorsque la nationalisation est justifiée, il est à craindre qu'elle n'imprime un caractère mécanique à la vie. Aussi, tous les avantages qu'elle pourrait apporter à la généralité peuvent-ils être remis en question. Nous considérons qu'il est plus utile de créer des associations coopératives pour chaque branche de l'économie publique, ce qui favoriserait la prospérité des entreprises,

En terminant, le pape déclare que **la forme coopérative de la vie économique est plus conforme aux enseignements du christianisme, notamment en ce qui concerne la personnalité humaine, la communauté du travail et la propriété privée.**

Pour les raiffeisenistes dont l'œuvre

s'inspire des préceptes de la doctrine chrétienne, ce message du Chef d'une Eglise chrétienne est quelque chose de tout naturel. Fondé sur l'amour du prochain, sur la charité et la justice, visant à développer chez chaque individu la personnalité, le sens des responsabilités et de la solidarité, le raiffeisenisme constitue par excellence une de ces associations coopératives préconisées. Le Raiffeisenisme a en effet un sens particulier qui le distingue de maintes autres entreprises coopératives. C'est d'exprimer l'idée que l'action économique et financière n'est qu'un moyen de protéger et développer la vie morale et spirituelle. Ce sont cette noble pensée et cette haute valeur morale des buts de son activité coopérative qui gagnent à la cause du raiffeisenisme les natures les meilleures et les cœurs les plus généreux. C'est là un des secrets de sa force, de son dynamisme réalisateur et de ses succès croissants.

L'exemple du Danemark

Le Danemark est un pays à population assez dense (84 habitants au km²) qui est passée en l'espace d'un siècle de 929,000 unités à 3,500,000 en 1930.

L'Economie du Danemark était à base agricole. Aussi le principal effort du Danemark s'est-il porté sur la mise en valeur de la terre. Ils ont réussi à la faire hautement productive.

Au siècle dernier, malgré l'exiguïté de son territoire, le Danemark était un des grands fournisseurs de blé de l'Europe.

Lorsque la Russie et les pays d'outre-mer envahirent le marché européen de leur blé, l'économie danoise fut mise à rude épreuve.

Elle s'orienta résolument vers la production d'articles animaux : lait, beurre, viande, œufs en vue de l'exportation.

Cette adaptation rapide aux exigences nouvelles du marché a été rendue possible par une organisation et un esprit coopératif très développés.

Les cultivateurs se sont unis dans des coopératives de vente qui s'occupent de leurs transactions commerciales. Ces coopératives se sont rapidement multipliées, puis se sont groupées par départements et ont formé une fédération nationale. En 1936, les laiteries groupaient plus de 80% des exploitations agricoles.

Les coopératives de vente d'œufs sont réunies en une grande coopérative centrale qui organise l'exportation.

Il existe enfin tout un réseau de sociétés coopératives pour la sélection des graines de semence, l'achat des engrais, du fourrage, des coopératives de crédit, etc.

La propriété familiale est depuis longtemps l'objet de la sollicitude de la législation danoise.

L'exemple du Danemark nous démontre les possibilités de la coopération lorsqu'elle s'appuie sur un sens social et technique très développé des producteurs en même temps que sur une compréhension et un sens politique averti des gouvernements.

M. Bd.

Autrefois ... aujourd'hui ...

Lisez ce que m'a confié un mien ami, caissier d'une florissante Caisse Raiffeisen d'un de nos cantons romands :

Autrefois, j'étais correspondant d'une banque. Mon rayon d'activité débordait quelque peu notre village de montagne de 750 habitants et assez éloigné des centres d'affaires. La plupart des crédits se traitaient par billets à ordre. Pensez donc, c'était si facile de signer un billet ; tout se faisait sous seing privé, le plus souvent dans le plus grand secret vis-à-vis des épouses. Ce procédé était tellement entré dans les mœurs que j'avais chaque semaine à comptabiliser pour Fr. 10 à 20,000.—, soit de nouveaux billets, soit de billets renouvelés.

N'étant pas obligé de justifier l'usage de son argent, ni de mettre un frein à ses désirs, le paysan — l'artisan n'échappait pas à la tentation — se chargeait de dettes sans suffisante réflexion. Tous les trois mois on renouvelait les billets, moyennant naturellement paiement des intérêts et du plus petit amortissement possible. Peu soucieuse de la moralité du prêt, la banque favorisait ce système qui rapportait gros : taux initial $\frac{1}{2}$ à 1 % supérieur à celui de tout autre crédit gagé, plus une commission de $\frac{1}{4}$ % par trimestre. Ajoutez-y les timbres de 5 ct. par Fr. 100.—, 60 ct. à Fr. 1.— pour chaque avis d'échéance, avis aux cautions et, très souvent, les frais élevés d'un protêt... A tout compter, on n'aurait pas osé indiquer le taux réel.

Lorsque le banquier constatait que le total des billets du même client s'enflait par trop et qu'il prévoyait un certain risque, il exigeait une hypothèque pour garantir le tout. Une fois cette consolidation effectuée, le débiteur pouvait recommencer le jeu des billets de change, c'est-à-dire qu'il continuait à s'endetter pour ne s'arrêter parfois qu'à la catastrophe.

Cette plaie des billets avec le souci continu des renouvellements empoisonnait le village. Une fois dans l'engrenage, notre pauvre paysan ne connaissait plus la tranquillité. Les échéances se suivaient à une cadence étourdissante. Les poursuites succédaient souvent aux protêts et les visites de l'huissier se faisaient fréquentes au village. Les femmes en craignaient l'arrivée. De derrière les rideaux, elles le regardaient venir, toutes anxieuses, poussaient un soupir de soulagement lorsqu'elles le voyaient passer plus loin, épiant alors devant

quelle maison il s'arrêtait : « Ah ! il va chez Jean ? Pauvre Jean ! »

Sur le visage de nos gens pourtant laborieux et honnêtes, on ne lisait aucune joie. La jalousie, l'égoïsme, la méfiance au contraire ravageaient les cœurs. De l'épargne, il n'en fallait plus parler ; on en ignorait le sens et les fruits. Dans la plupart des familles on ne connaissait aucune aisance, aucune satisfaction au labeur pourtant acharné. Seule la bête noire des échéances répétées hantait les esprits.

Tout a une fin. Pour une raison que je n'ai pas à donner ici mais qui fut la source de notre bonheur, la banque supprima son poste de correspondant. C'était précisément au moment où un homme de bonne volonté apportait le message Raiffeisen dans notre canton. Les échos en parvinrent jusqu'à nous et...

Aujourd'hui, je suis l'heureux caissier d'une Caisse Raiffeisen qui répand ses bienfaits dans toutes les familles de notre communauté villageoise. Plus de billets ! Les dettes ont été consolidées. Cas par cas, les situations ont été étudiées et assainies. Seul un crédit contrôlé et moralement justifié est distribué. Notre association remplit son rôle éducatif et les débiteurs, conscients des services rendus, font preuve de discipline et de ponctualité. Chacun fait face honnêtement à l'unique échéance annuelle. Le désendettement est à l'ordre du jour. Comme corollaire, nos familles ont fait connaissance avec les carnets d'épargne. Des enfants aux personnes d'âge mûr, tous mettent en pratique la vertu de l'économie qui donne à ce jour des résultats particulièrement florissants.

Une véritable résurrection s'accomplit au sein de notre petite communauté rurale. La figure de l'agent des poursuites n'apparaît plus. Le courage est revenu dans tous les cœurs. Le village prend une allure de coquetterie. Voyez, l'une après l'autre, les maisons ont refait leur toilette. Une certaine aisance se reflète dans l'intérieur des familles où l'on sent la joie de vivre. La contrainte financière a fait place à l'indépendance et nous bénéficions des bienfaits de notre autonomie. Nous bénissons la Providence de nous avoir mis sur les traces de l'idéal Raiffeisen et de nous avoir fait comprendre que l'aide à soi-même et la solidarité chrétienne dans tous les domaines de notre activité sont les puissants leviers susceptibles d'apporter la paix et le bonheur.

P.c.c Fx.

La tâche du président

par M. J.-H. MEVAUX, président
de la Caisse de Jussy (Genève)

Le Comité de direction étant l'organe administratif effectif de la Caisse Raiffeisen, on se figure d'emblée le rôle important que remplit le président dans ce comité. M'étant occupé pendant six années de la troupe stationnée dans ma commune, il me suffisait de parler quelques instants avec le capitaine pour me faire une idée (qui jamais ne fut démentie par la suite), de la valeur de la troupe qui arrivait. Comme l'unité militaire, la Caisse sera toujours, qu'on le veuille ou non, ce que son président veut qu'elle soit ; elle grandira et prospérera si son président met toute son énergie et son cœur à la faire grandir et prospérer. Les qualités et les valeurs du chef se reflètent toujours sur le miroir qu'est sa Caisse. Avec tous les tracasseries actuels, l'augmentation des formalités de toutes sortes qu'il doit supporter, il est évident que le caissier consciencieux qui veut tenir impeccablement sa comptabilité, en dehors de son activité professionnelle, ne peut encore se charger de tout le travail qu'un président doit fournir et qu'il néglige. Je maintiens au contraire que les tâches du président et du caissier sont complètement distinctes. Ces deux fonctions se complètent l'une l'autre. Il doit exister une complète collaboration entre le président et le caissier, chacun dans sa partie, tous les deux acharnés défenseurs de la Caisse, tous les deux prêts à travailler fort et ferme pour sa prospérité. Chacun, son travail bien délimité, œuvre avec courage, et dans les questions difficiles tous les deux se donnent la main et collaborent.

La Caisse dans le village

Là, le président sera intransigeant. Il n'aura qu'un seul but, un seul idéal : englober tout le monde, travailler avec tout le monde. Au début, il s'agira de ne pas laisser se créer des clans d'adversaires du mouvement qui par la suite seront difficilement ralliés. Il faut créer une Caisse au-dessus des partis, au-dessus des confessions, au-dessus des jalousies de personnes ou de quartiers. Attention également à la nomination des premiers dirigeants. Un dosage s'impose pour que tout le monde soit représenté, pour qu'aucune minorité ne soit oubliée, pour que par la suite la confiance générale s'impose. La barque solidement construite, avec peut-être peu de voyageurs, peut alors partir avec espoir, les prochains ports verront de nouveaux voyageurs.

Les nouvelles adhésions. Le président s'apercevra bientôt qu'aucune règle ne peut être établie pour ce problème. Chaque individu est différent, chaque individu doit être amené avec des « filets » différents. Ici, on profitera d'une bonne affaire pour attaquer, là on rendra un service, dans un moment difficile, on parlera des buts de la Caisse, on rendra une visite que l'on récidera au besoin, on enverra une lettre avec quelques documents, sans oublier le bulletin d'adhésion, etc., etc. Et puis s'il faut agrandir, il faut aussi maintenir. A chaque départ d'un membre et mettre tout en action pour laisser diminuer sa famille, il présentera en même temps à son comité une adhésion. En un mot avoir l'orgueil du nombre de ses membres et mettre tout en action pour faire grandir la Caisse. Mais ensuite, il faut aussi intéresser ses sociétaires, aussi penser à eux. Il n'y a qu'une assemblée générale par année où l'on réunit la famille des raiffeisenistes et où l'on parle du mouvement. Le reste de l'année, des circulaires, le Messager, contribueront à resserrer les liens.

En créant une administration impeccable on sera vite convaincu que parfois de petits riens peuvent contribuer grandement au maintien des bonnes relations, à l'apport de la confiance mutuelle. Du papier à lettre avec en-tête, un sceau clair et propre, un bulletin de versement postal avec raison sociale où le sociétaire n'a plus que son nom à inscrire, etc., créeront une ambiance, une atmosphère d'ordre et de lumière. Et puis toujours et toujours travailler avec son cœur. Remplir une déclaration d'impôt, écrire une lettre ennuyeuse pour un qui n'a pas la facilité, donner un coup de main à un voisin, entourer dans la joie et les pleurs ses sociétaires, voilà qui créera la puissance de la famille raiffeiseniste. Par tous les moyens il faut non seulement créer une société à but économique, mais encore arriver à ce que la Caisse prenne dans chaque cœur la place d'un ami dont on ne peut plus se passer. Alors, le travail souvent le plus terre à terre, les formalités les plus ennuyeuses, deviennent un plaisir.

L'organisation dans la Caisse

Passons en revue, si vous le voulez bien, les différentes tâches du président au sein de sa Caisse.

Représentant légalement l'institution avec la signature du secrétaire, c'est lui qui aura la principale correspondance à liquider. Il est responsable avec son comité de l'observation rigoureuse des statuts et règlement, de l'exécution des décisions des organes dirigeants et de l'assemblée générale. Là, il veillera au grain et n'aura qu'un seul mot d'ordre : respecter les principes du mouvement et les directives de notre grande Union suisse. Travaillant avec précision, avec bienveillance, il faudra cependant parfois être ferme. La Caisse Raiffeisen est une école d'ordre. Au début, en exigeant de la précision de tous, en exigeant le respect des engagements pris, peu à peu le président s'apercevra que tous se mettent au pas, que tout le monde prend l'habitude d'avoir de l'ordre. Il faut tuer de suite le slogan : direction par des paysans égale désordre. Un exemple. Première assemblée générale, nombreuses absences non-excuses, nombreuses amendes. Grande émotion au village, coups de téléphone au président qui est même traité de nazi. C'était en 1939. Tout le monde a payé et depuis beaucoup de monde aux assemblées générales, des membres excusés, peu d'amendes. Dommage pour les bénéfices de la Caisse !

Pour les assemblées, tant générales que des organes dirigeants, toujours un ordre du jour précis qui facilitera et le président et les débats. Un double au secrétaire l'aidera dans sa tâche de rapporteur.

Le rapport de gestion est peut-être le travail le plus difficile et qui prend beaucoup de temps. Il doit être clair, précis et intéresser les auditeurs qui une seule fois par année ont la possibilité d'entendre tout ce qui s'est fait durant l'exercice écoulé.

L'octroi des crédits commence toujours par la visite du sociétaire au président. Il faut beaucoup d'attention, beaucoup de connaissances, beaucoup d'études parfois pour arriver à une solution, qui satisfiera le membre tout en respectant les intérêts communs, les exigences statutaires. Le mieux est de noter sur un brouillon les solutions possibles et ensuite de choisir la meilleure. Du reste, le président connaît presque toujours son homme, il sait qu'il a une bonne assurance-vie qui rendra service, un autre jouit de la confiance et a de bons amis qui par un cautionnement lui faciliteront ses affaires. On se rend compte de l'importance de ces premiers entretiens qui souvent pour

de nombreuses années engageront la Caisse et les sociétaires. Il s'agit d'opérer en l'occurrence avec toute sa meilleure attention et avec toute sa conscience.

Surveillance. Voici aussi un point capital de la direction. Surveillance du travail du caissier : non pas faire de l'espionnage et de la suspicion, mais agir avec un esprit d'entraide et de collaboration. Le caissier est un homme. Il a un gros travail. Il peut faire une erreur qu'un autre peut déceler et remédier par un conseil.

Surveillance des garanties. La vie avec sa marche continue est une suite ininterrompue de changements, de modifications, de transformations. Il ne faut pas laisser dormir les dossiers. Il faut examiner souvent si leur teneur répond toujours aux exigences du moment, si des facteurs nouveaux ne sont pas venus les rendre imparfaits ou même caducs.

Surveillance veut aussi dire diplomatie : le président doit, comme dit le bon Vaudois : « voir venir ». Il se renseignera, il envisagera, il conciliera aussi parfois. Il agira partout avec diplomatie, rendant service sans blesser, pansant des blessures commises parfois par négligence ou par ignorance.

Compensation des capitaux : toujours un œil vigilant sur ce point important. D'un bon équilibre des capitaux confiés et placés dépend la fortune de la Caisse, le fond de réserve. S'il est magnifique de rendre service, de se dépenser pour ses concitoyens, il faut aussi dans l'intérêt général ne pas travailler sans que la fortune commune se traduise au bout de l'année par une augmentation. Compenser les capitaux, c'est grossir le fond de réserve. Grossir le fond de réserve, c'est par la suite rendre un précieux service à tous par des taux intéressants pour déposants et emprunteurs.

On parle beaucoup de l'échelle des taux, il faudrait mieux parler de la compensation des capitaux. Pour cela le président a un excellent moyen : **la propagande**. Suivant l'équilibre de sa Caisse, il poussera sa propagande tantôt en direction de nouveaux prêts, de transferts de dettes, tantôt cherchera par toutes sortes de moyens à attirer des déposants. Là pas de repos. Il faut agir. Le président n'attendra pas les coups de téléphone de ses sociétaires. Il ira de l'avant, telle une maison moderne de commerce : propagande, publicité. **Propagande écrite :** circulaires à la population, panneaux dans les lieux publics, résumés des débats des assemblées générales dans la presse agricole, envoi des comptes annuels, etc. Ne jamais manquer une occasion de faire connaître la Caisse, ne pas craindre de publier le travail qu'elle accomplit, **Propagande orale :** Parler partout et en toute occasion du mouvement ; convaincre les hésitants, défendre la cause raiffeiseniste et confondre ses détracteurs. Crier sur les toits son enthousiasme pour une institution qui nous est chère. **Propagande morale :** peut-être la plus importante. Par son but empreint de haute valeur morale, par l'honnêteté et le sérieux de ses dirigeants, par son organisation impeccable, par son système sévère de revision, avec le puissant soutien de notre grande Union suisse, la Caisse Raiffeisen, automatiquement, se fera une propagande puissante et agissante. Un but magnifique, une activité sans tache, une action bien dirigée feront, soyez-en sûrs, la meilleure publicité.

Le président après quelques années indispensables d'étude et d'expérience, perdra peu à peu les appréhensions qu'il nourrissait au début de son mandat. Il s'apercevra bientôt que, petit à petit, les mauvais moments, les soucis, les

choses ennuyeuses se minimiseront à son esprit. Il aura au plus profond de son cœur une œuvre attachante qu'il aime, il aura surtout la satisfaction de diriger une société admirable d'entraide sociale. Malgré les critiques qui ne l'épargneront pas, il aura le sentiment d'aider son prochain, de forger une arme forte pour la défense d'une belle chose. Avec un complet désintéressement il ira résolument de l'avant.

Et un beau jour ensoleillé viendra où il sentira brûler en lui « un feu sacré » ; les tracasseries quotidiennes seront solutionnées avec aisance, la barque sera malgré les années toujours en de bonnes mains. Il dira avec un de mes collègues-présidents : « Ça ne me ferait rien d'abandonner toutes les activités professionnelles ou récréatives dans la Commune, mais je tiens à garder la Caisse Raiffeisen ».

Une fable

Un jour, rentrant sur le tard, je vis dans une rue de la ville un bonhomme qui, ayant peut-être trop comparé les vins valaisans aux vins genevois — histoire de se faire une opinion — tentait, mais sans succès, de monter sur son vélo. A peine posé sur la selle, il vacillait, perdait l'équilibre, tombait. Je le vis même, à un moment donné, chercher à s'asseoir sur le guidon, pensant peut-être que ses fesses sauraient mieux conduire la machine que son cerveau déficient. La scène dura longtemps et j'attendis pour voir comment le quidam réussirait à établir la solidarité nécessaire aux rapports qui doivent normalement unir le cycliste à son vélo. Mais les tentatives restèrent vaines. La bicyclette, pourtant de bonne marque, refusait le contrat et le cycliste, hurlant et tempêtant, se relevait chaque fois avec peine, pour s'écrouler aussitôt avec sa machine.

Alors, avec cette logique propre à ceux qui ne voient pas très clair, le gaillard prit le vélo, le cala contre un mur et se mit à lui décrocher de grands coups de godillots, le tout accompagné d'injures bien senties mais inefficaces. Le résultat fut vite obtenu. Le vélo ainsi brigandé ne fut bientôt qu'une vieille bécane aux roues tordues, aux rayons brisés, à la chaîne arrachée. Je vis se tordre la magnéto, rouler la lanterne, et basculer la selle.

Lorsque le vélo fut hors d'usage, le cycliste ne fut plus qu'un pauvre piéton qui partit dans la nuit, livré à l'incertain et privé d'un fidèle compagnon.

Je me dis : Ce bonhomme ressemble un peu au paysan qui, pour améliorer ses affaires, flanque des coups de pieds dans les roues de ses organisations agricoles. Ça le soulage peut-être, mais ça n'arrange rien. Au contraire. Si l'on n'est pas capable de monter sur un vélo, le mieux est de le conduire à la main ou encore, ce qui est préférable, de le confier à ceux qui savent s'en servir.

La Fontaine n'avait pas pensé à cette fable : Il est vrai que de son temps, les vélos n'existaient pas.

Le garde champêtre.
(Journal suisse d'agriculture).

Quelques avantages de la cédule hypothécaire

I

Le gage immobilier résultant de la cédule hypothécaire peut être affecté, en tout temps, à n'importe quelle créance.

Par contre, le gage immobilier résultant d'une hypothèque simple (obligation hyp.,

crédit hyp., affectation hyp., etc.) ne vaut que pour l'objet pour lequel il a été créé. L'hypothèque tombe dès le moment où, pour une raison ou pour une autre, (liquidation du compte par ex.) la dette s'éteint, l'objet qui la motivé n'existant plus.

Ce principe établi par la jurisprudence fédérale s'applique même aux hypothèques simples qui pourraient contenir des clauses générales telles que celles-ci : « Cette hypothèque garantira le remboursement de toutes les sommes que M.... pourra devoir à la Caisse de C.M. de D.... » Une hypothèque simple ne peut garantir que des comptes bien déterminés et spécifiés lors de la conclusion du contrat notarié. Ces comptes venant à être bouclés, le gage est automatiquement annulé.

II

La cédule hypothécaire est constamment à jour. Elle constitue un papier-valeur, un titre original portant signature du débiteur, du Conservateur du Registre foncier et d'un magistrat ou officier public. Le Conservateur du Registre foncier est tenu d'y apporter toutes les annotations requises par la suite : radiations, vente ou aliénation de parcelles, changement de propriétaire, cession, modification de rang, etc. La situation est toujours au clair.

Les titres hypothécaires simples ne sont pas des papiers-valeurs, ils ne sont que l'expédition (copie) de la minute d'un simple contrat notarié. Dans certains cantons, à Genève notamment, le Conservateur du Registre foncier n'inscrit aucune mutation sur le titre original, ni ne fait aucune annotation des changements qui interviennent ultérieurement. Pendant que le titre est à la Caisse, le caissier en est avisé (art. 969 et 833 CCS) et peut naturellement les mentionner lui-même en marge, mais il n'y a ainsi rien d'officiel. Bien plus, en cas de transfert par cession, l'établissement qui cède le titre n'est pas tenu d'en faire connaître la situation au moment de l'opération. La Caisse doit s'en enquérir elle-même en confrontant le document avec les inscriptions faites au Registre foncier ou en demandant un « Extrait pour les gages immobiliers » afin de vérifier s'il y a concordance sur les articles stipulés. Des surprises ne sont pas impossibles !

III

Déposée en nantissement à la Caisse, la cédule hypothécaire joue le même rôle que n'importe quel autre papier-valeur et garantit, selon les clauses de nantissement, toutes les créances ou prétentions que la Caisse possède ou pourrait posséder contre le constituant du gage.

Si la cédule est affectée à un compte particulier, elle garantit constamment la dette jusqu'au montant nominal, le débiteur pouvant en tout temps demander de nouvelles avances sur simple signature d'une reconnaissance de dette. Ce compte vient-il à être bouclé, la cédule peut, sans autre, être affectée à une nouvelle dette moyennant signature, toujours sous seing privé, d'un acte reconnaissant de dette.

Au contraire, l'hypothèque simple ne peut se séparer de son objet primitif. La dette s'amortit-elle, la valeur du titre s'amortit d'autant. La dette s'éteint-elle, le titre s'éteint également.

IV

La cédule hypothécaire peut être affectée indifféremment à la couverture d'un prêt ferme ou d'un crédit en compte courant. Pour ce dernier, il suffit de déposer la cédule en nantissement et de signer un acte de crédit, form. 141. Aucune autre formalité, aucun frais. La garantie garde sa valeur intrinsèque, qu'il y ait cession ou liquidation.

Par contre, un simple « crédit hypothécaire » est un titre qui a une affectation bien déterminée. Hors le compte initial, ses effets s'éteignent. Un semblable contrat de crédit ne peut être transféré ; seule peut l'être la créance effectivement due au moment de la reprise, ce qui fait que si l'accrédité veut continuer à exploiter son compte comme compte courant, un nouvel acte notarié devient alors nécessaire.

* * *

Ces constatations militent toutes en faveur de l'adoption de la cédule hypothécaire comme instrument idéal de crédit.

Fx.

D'un mois à l'autre

DE TOUT UN PEU

L'esprit de dévouement, force des associations rurales.

Dans le compte rendu de l'assemblée générale de la Société d'agriculture de S., paru récemment dans le « Valais agricole », on pouvait lire le passage suivant :

« Une proposition fut faite, vu l'état favorable des finances de la société, de rémunérer les membres du comité pour leur participation aux séances. Inutile de dire que tout en remerciant l'auteur pour cette marque de sympathie, les membres du comité déclinaient cette faveur. Ils n'en continueront pas moins à travailler comme jusqu'ici dans l'intérêt général. »

Simple fait divers, certes, mais point lumineux dans le matérialisme de l'heure présente. Il est réconfortant de rencontrer ainsi toujours à la tête de nos petites organisations agricoles de ces hommes de cœur constamment disposés à remplir une tâche délicate, ingrate souvent, avec un dévouement admirable et un désintéressement complet, et qui considèrent qu'il n'y a pas de plus belle récompense que la satisfaction intime du devoir accompli pour le bien de la communauté. Les Caisses Raiffeisen, elles aussi, posent le principe de l'administration à titre honorifique. Ce principe qui découle de l'esprit de sacrifice et de solidarité qui les anime les Caisses Raiffeisen sauront aussi le garder toujours en honneur !

* **Toujours les doigts crochus.** Ayant réussi à pénétrer dans une boucherie de Neuchâtel et après y avoir fracturé le coffre-fort, un voleur qui n'a pas perdu son temps a réussi à s'emparer de plus de Fr. 120,000.— en espèces et en titres ainsi que divers documents importants.

Ceci fait ressortir une fois de plus l'absolue nécessité pour nos Caisses Raiffeisen de ne se procurer que des coffres-forts de solide construction, offrant un maximum de sécurité contre les tentatives d'effraction de tout genre.

* **L'assurance des bâtiments doit être obligatoire.** Le groupement suisse des paysans de montagne a procédé à une étude approfondie de tout le problème de l'assurance contre les dommages causés par les forces naturelles. Dans les conclusions de son rapport l'Office central pour la défense des intérêts des montagnards préconise notamment de créer, par une loi fédérale de caractère général, une assurance obligatoire destinée à faire face aux grands dommages causés aux cultures et aux terres cultivables par les forces naturelles. **Il insiste également sur la nécessité de déclarer obligatoire, dans tous les cantons, l'assurance des bâtiments,** l'obligation s'étendant aussi aux constructions des alpages, mayens, etc.

Nous souscrivons tout particulièrement à ce dernier postulat. L'assurance obligatoire des bâtiments (Genève et Valais sont les seuls cantons en Suisse romande qui ne la connaissent pas encore) serait extrêmement précieuse au point de vue économique et social et améliorerait considérablement les conditions du crédit immobilier.

* **La poste au service de l'épargne.** On sait que le sceau postal est devenu un moyen de propagande pour diverses manifestations touristiques, artistiques et économiques. Or, nous trouvons depuis quelques temps dans notre courrier des lettres portant à côté du sceau postal de Lausanne la mention « **Epargnez pour l'avenir de votre famille** ». On ne peut que se réjouir de voir ainsi la Direction des postes soutenir la bonne cause de l'épargne. Elle le fait ainsi certainement plus sagement qu'en poussant la création d'une Caisse d'épargne postale !

* **Le drame monétaire hongrois.** L'inflation a atteint en Hongrie en juillet dernier un point culminant. La Banque nationale hongroise a été jusqu'à émettre des coupures de billets de banque de 10 trillions de pengös, ce qui s'écrit « 10,000,000,000,000,000 ». Pour économiser la place (!) on est venu à laisser de côté 9 zéros en prenant le milliard comme unité normale de calcul. Le service de chèques de la Caisse d'épargne postale s'opère officiellement avec le milliard comme unité. Le 1er août la Hongrie a introduit une nouvelle monnaie, celle du forint : 200 millions de pengös représenteront désormais un forint. Pour garantir la nouvelle monnaie le gouvernement a pris des mesures draconniennes. Les accapareurs sont punis de la peine de mort.

Nouvelles des Caisses affiliées

VISSOIE (Valais).

La Caisse Raiffeisen de Vissoie, dans le riant Val d'Anniviers, groupe dans sa circonscription coopérative les différents villages qui constituaient l'ancienne paroisse. Comme tous les Anniviards, les Raiffeisenistes de Vissoie sont en partie des nomades ; ils possèdent des biens dans la vallée et en plaine, autour de Sierre, de sorte que leur vie est un perpétuel va-et-vient. L'on conçoit donc que dans ces conditions l'assemblée générale ne puisse avoir lieu que lorsque la majeure partie des membres sont de nouveau « rentrés dedans » la vallée comme ils le disent dans leur savoureux langage.

Présidée avec la distinction habituelle par M. **Guillaume Florey**, l'assemblée générale du 14 juillet entendit les rapports usuels des différents organes. C'est avec une légitime fierté que les raiffeisenistes de la vallée peuvent enregistrer les chiffres principaux du dernier bilan : **Fr. 754,000 de dépôts**, dont Fr. 602,000 sur 411 carnets d'épargne, mouvement d'affaires (roulement) Fr. 901,000 en 1370 opérations. Un bénéfice de Fr. 1811.75 a pu être ajouté à la réserve qui ascende à Fr. 54,213.33. Récolter la petite épargne, c'est bien. La faire fructifier sur place, c'est encore mieux et aujourd'hui surtout plus difficile. En plus de 240 comptes les fonds confiés ont été prêtés aux 192 sociétaires.

Après la liquidation des affaires courantes, M. **Adr. Puipe**, président de la Fédération des Caisses Raiffeisen du Valais romand, qui tient toujours à assister à nos assemblées, fit part de ses directives, en bon père de famille.

M. **Roger Bonvin**, directeur de l'Office social valaisan, donna ensuite une conférence sur des questions économiques et sociales en rapport avec l'épargne. La fonction et le rôle de l'argent furent exposés à la lumière de la pensée chrétienne.

Ce fut une belle assemblée, empreinte du bel esprit raiffeiseniste. *

Le coin de la sympathie

Le 3 juillet dernier, Monsieur le **Chanoine Victor Raemy**, ancien caissier de la Caisse Raiffeisen de Morlon, président honoraire de la Fédération de Fribourg-romand, pionnier de la cause Raiffeisen en terre fribourgeoise, est entré dans sa septante-cinquième année.

Malgré son âge et quoique atteint dans sa santé, M. le chanoine Raemy n'en continue pas moins à s'intéresser à l'œuvre raiffeiseniste dont il reste un animateur et un guide avisé. Les lecteurs du « *Messenger* », en particulier, ont toujours le privilège de lire chaque mois ses articles, tous d'une haute élévation de pensée morale et sociale.

Nous présentons à Monsieur le Chanoine Raemy nos vives félicitations et lui renouvelons l'expression de notre vive reconnaissance pour l'œuvre féconde qu'il a accomplie et dont il peut concevoir la plus légitime fierté. Daigne Dieu lui accorder santé et bonheur pendant de longues années encore !

CORRESPONDANCE

M. R. B. à C.

Oui, on peut parfaitement obtenir, jusqu'à épuisement des stocks respectifs, des collections du « *Messenger Raiffeisen* » des dernières années. Nous vous faisons donc parvenir la collection demandée de 1944.

M. V. L. à P.

Le cas que vous nous signalez n'a rien d'extraordinaire. Il met typiquement en évidence les deux conceptions différentes de la banque et de la Caisse Raiffeisen en ce qui concerne l'octroi des prêts.

Pour le prêt en question votre Caisse exige outre l'hypothèque second rang la garantie complémentaire usuelle (nantissement ou cautionnement) ; elle appliquerait alors le taux normal actuel de 3 ¼ %.

La Banque, elle, se contente de la seule hypothèque mais réclame un taux de 4 ½ % comme prime de risque.

Votre Caisse met l'accent sur la sécurité de l'affaire et l'intérêt bien entendu du réquérant, la banque considère avant tout la rentabilité de l'opération, soit le bénéfice qu'elle en peut tirer.

Il n'est pas possible d'aligner votre offre sur celle de la banque. Toute « bonne affaire » pour une banque par actions ne l'est pas forcément pour une Caisse Raiffeisen qui gère l'épargne populaire et engage la responsabilité solidaire de ses sociétaires.

Communications du Bureau de l'Union

Une nouvelle publication de l'Union

Lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le cautionnement l'Union

avait édité une brochure intitulée « Introduction au nouveau droit du cautionnement ». Le tirage étant épuisé, le Secrétariat de l'Union vient de procéder à une seconde édition, revue et complétée, de ce travail qui vient de sortir de presse sous le titre

Le droit du cautionnement du 1er juillet 1942

Commentaire à l'usage des Caisses Raiffeisen

Cette nouvelle étude commente les dispositions essentielles du droit actuel (cautionnement solidaire, forme légale du cautionnement, étendue de la responsabilité des cautions, devoir d'information du créancier, amortissement légal obligatoire, appel aux cautions, durée du cautionnement, émoluments du cautionnement dans la forme authentique, etc). En appendice on trouve le texte de la loi du 1er juillet 1942, le formulaire des actes de cautionnement à l'usage des caisses Raiffeisen (avec modèles pratiques) ainsi qu'un tableau des dispositions cantonales concernant l'acte en la forme authentique.

Les Caisses peuvent se procurer cette brochure au Service de l'Economat de l'Union.

Pour rester jeune

La jeunesse n'est pas une période de la vie. Elle est un état de l'esprit, un effet de la volonté, une victoire du courage sur la timidité, du goût de l'aventure sur l'amour du confort.

On ne devient pas vieux pour avoir vécu un certain nombre d'années ; on devient vieux parce qu'on a déserté son idéal. Les années rident la peau ; renoncer à son idéal ride l'âme.

Vous êtes aussi jeune que votre foi, aussi vieux que votre doute ; aussi jeune que votre confiance en vous-même, aussi vieux que votre abattement.

Extrait d'un message accroché au-dessus du bureau du général Mac Arthur, le vainqueur du Japon, entre le portrait de Washington et celui de Lincoln.

Pensées

Ce sont les institutions organisées par le peuple lui-même qui peuvent le mieux assurer le bien-être de la population, parce que les institutions de ce genre ont beaucoup plus de chance de posséder les caractères qui plaisent au peuple et par conséquent la stabilité nécessaire pour perpétuer leurs services.

Alphonse Desjardins,
promoteur des Caisses populaires
au Canada.

C'est des difficultés que naissent les miracles.

Labruyère.

L'attention, l'application, l'exactitude, la méthode, la ponctualité, la promptitude, sont les qualités requises pour mener à bien les affaires de toute espèce. Ces qualités peuvent, à première vue, paraître assez indifférentes, mais elles sont en réalité de la dernière importance pour le succès, le bien-être et le bonheur de l'homme. Ce sont en elles-mêmes de petites choses ; mais c'est aussi de choses comparativement petites qu'est faite la vie humaine : c'est la répétition constante d'une foule de petites actions qui non seulement constitue le caractère des nations ; et toutes les fois que des hommes ou des peuples ont dégénéré, on a pu remarquer que le mépris des petites choses est le rocher sur lequel ils sont venus se briser. Tout être humain a des devoirs à accomplir, et, que sa sphère d'action soit l'administration d'une famille, la conduite d'un métier ou d'une profession ou le gouvernement d'une nation, il a besoin de cultiver les facultés qui lui ont été données pour l'accomplissement de ces devoirs.

Samuel Smiles.

Il cantuccio dei raiffeisenisti ticinesi

Dal rapporto dell'Unione.

La Cassa centrale dell'Unione nel 1945.

Malgrado la cessazione delle ostilità l'anno 1945 non ha registrato cambiamenti sostanziali, sia nel movimento che nello sviluppo della Cassa Centrale. Dato che le Casse non hanno potuto investire che i due terzi dei loro capitali, ben 17 milioni di franchi vennero collocati presso la Cassa Centrale. Il movimento fu di 925 milioni di franchi, registrando così ben 169 milioni in più nei confronti dell'esercizio precedente.

All'attivo del bilancio troviamo :

Cassa. Il saldo, compresi gli averi sul conto degli chèques postali ed il conto giro presso la Banca Nazionale, ammonta a 9,1 milioni di franchi. L'importante stock di carte valori a breve scadenza (11,5 milioni con scadenza nel 1946) ci ha permesso di limitare un pochino il volume delle disponibilità liquide.

Crediti presso le Casse affiliate. Con un aumento di 3,9 milioni l'ammontare degli anticipi effettuati alle Casse è salito a 6,6 milioni di franchi. Questi capitali si ripartiscono come segue, quo destinazione dei collocamenti :

- 2,5 milioni per miglione fondiarie ;
- 0,7 milioni ai comuni ;
- 0,8 milioni in forma di anticipi su depositi fissi delle Casse.

Crediti in conto corrente a privati e ad associazioni agricole. In seguito al rimborso di un importante credito temporaneo verso un ufficio dell'Economia di guerra, gli anticipi effettuati sotto questa posta vennero nuovamente ripristinati al livello abituale di 2 milioni di franchi in cifra tonda.

Prestiti a termine. Anche qui, come già per i conti correnti, trattasi in generale di prestiti a federazioni e ad organizzazioni agricole, garantiti da valori reali, salvo qualche decina di migliaia che son garantiti da fidejussione.

Come fu già il caso negli anni scorsi, anche nell'esercizio 1945 non ebbero a lamen-

tare perdita alcuna nei rapporti coi nostri debitori.

Crediti a cantoni, comuni ed altri enti pubblici.

L'ammontare di 13,51 milioni di franchi di questa posta si ripartisce come segue : cantoni 5,44 milioni di franchi comuni 7,09 milioni di franchi altri enti pubblici 0,98 milioni di franchi.

Crediti ipotecari. Benchè sia eccessivamente difficile acquistare dei buoni titoli ipotecari, siamo riusciti, malgrado la concorrenza, a effettuare nuovi prestiti per un valore di 26 milioni, ciò che porta questa voce a oltre 46 milioni di franchi.

In linea di principio vien data la preferenza alle piccole operazioni, evitando i grandi investimenti. Possiamo senz'altro affermare che siffatti crediti, sparsi in tutta la Confederazione, rappresentano investimenti di primo ordine. Le ipoteche sono oggigiorno ricercate, tanto dalle banche quanto dai privati, quest'ultimi nell'intento di sfuggire all'onere non indifferente della imposta preventiva.

I crediti ipotecari costituiscono delle carte valori della migliore qualità ed a dispetto dell'enorme lavoro ch'esse esigono, continueremo a riservare a tale genere di operazioni tutta la nostra attenzione.

Fondi pubblici. In seguito all'afflusso di capitali, che non possono essere altrimenti investiti ad un tasso remuneratore, questa voce rappresenterà sempre una partita importante del bilancio. In seguito a nuove sottoscrizioni per un valore di 23 milioni, i titoli in nostro possesso rappresentano un importo di 120 milioni di franchi.

Questa enorme disponibilità fa sì che, sia la Cassa Centrale quanto le Casse affiliate possono attendere con tutta serenità a qualsiasi evoluzione dei loro impegni, anche nei giorni peggiori. Oltre 61,5 milioni sono sostituiti da carte valori di fondi federali ritenuti comunemente di tipo « standard ».

Qualsiasi titolo coinvolgente qualche piccolo rischio non vien nemmeno preso in considerazione ; onde evitare le possibili fluttuazioni di corso vien data la preferenza a titoli a breve e media scadenza. Ogni medaglia ha naturalmente le due facce.

Il tasso d'interesse medio di questi titoli ammonta al 2,85 % mentre quello medio beneficiato dalle Casse raggiunge il 2,75 %. Questa differenza dell'1/100 non basta nemmeno a soddisfare le spese generali le quali a montano al 3/100. Si è perciò dovuto cercare una compensazione nelle condizioni sui conti ordinari.

Concludendo :

1. Le attività sono composte esclusivamente da carte valori di primo ordine ; non abbiamo investimenti all'estero, né valori industriali ;
2. Non abbiamo subito alcuna perdita presso debitori, ciò che del resto si verifica già da parecchi anni ;
3. La liquidità è di primo ordine, dato che il portafoglio assicura in ogni momento grandi possibilità di realizzazione.

Passivo del bilancio.

Gli averi a vista delle Casse affiliate, segnando una diminuzione di 4,5 milioni, ammontano a 51,4 milioni di franchi. Per contro i depositi a termine accusano un aumento di 21,8 milioni di franchi. Le altre rubriche del passivo non marciano fluttuazioni degne di rilievo.

Le spese generali globali della Cassa Centrale e dell'Ufficio di revisione ammontano a 730.070.— franchi, ciò che rappresenta lo 0,35 % della somma del bilancio.

Particolarmente rilevante fu l'aumento delle imposte, che hanno raggiunto franchi 198.000.— contro 88.000.— nell'esercizio precedente. Le spese di manutenzione e lo acquisto di nuovo mobilio hanno assorbito 32.500.— franchi.

Le disponibilità e le attività facilmente realizzabili, che per legge devono ammontare ad almeno 72,7 milioni di franchi, registrano un valore di 127,6 milioni.

E' evidente che un ulteriore aumento delle imposizioni fiscali sarebbe non solo inquietante, ma potrebbe divenire addirittura insostenibile per la nostra organizzazione.

In altri tempi la nostra Cassa Centrale ebbe ad assumere la funzione di intermediaria del credito. Oggi essa facilita le Casse, accettando i loro capitali disponibili. Tenendo in considerazione l'attuale costellazione del mercato monetario sembrerebbe evidente che la possibilità di esistenza di parecchie Casse diventerebbe alquanto precaria qualora la Cassa Centrale non accettasse senza restrizione i loro capitali disponibili, e non accordasse anche per questi un interesse.

La nostra Cassa Centrale non è ricca, essa ha però il vantaggio di godere di una costituzione solida e robusta. Essa rappresenta un appoggio prezioso per le Casse affiliate, le quali beneficiano annualmente di vantaggi materiali per oltre un milione di franchi.

Come le Casse rurali, così anche la Cassa Centrale si basa esclusivamente sulla mutua fiducia, fattore vitale ed essenziale della cooperazione. (Continua.)

L'attività di fondazione

La decima Cassa ticinese! **San Antonio**, alpestre ed idilliaco villaggio della Val Merobbia, posto tra il Camoghè e l'Arbino, di oltre 400 abitanti è stato, primo nel Bellinzonese, conquistato alla causa raiffeisenista. Grazie all'iniziativa della Corporazione agricola ticinese, della sua sezione locale e fatica particolare del sig. Franco Bassetti, l'idea della soluzione del credito agricolo, seguendo l'esempio delle 800 casse svizzere e delle 9 ticinesi, ha trovato fervidi fautori in questi contadini abituati a lottare con le asperità della natura e perciò portati al sacrificio ed alla diuturna lotta per il pane. Lo sforzo personale ed il mutuo aiuto, basi del raiffeisenismo, han perciò trovato piena comprensione. L'assemblea di fondazione ha avuto luogo, domenica 21 luglio a.c., nel salone parrocchiale, alla presenza di quasi tutti i soci. Il delegato dell'Unione Svizzera, sig. avv. dott. Emilio Riva, ha portato il saluto dell'Unione e delle Casse consorelle ed ha presentato gli statuti ed i regolamenti che sono stati accettati all'unanimità. Si procedeva poi alle elezioni. Sono stati chiamati i signori : Codiroli Angelo, come presidente del comitato di Direzione ; Bassetti Attilio, presidente del consiglio di Sorveglianza. Cassiere è stato scelto il sig. Maretti Ernesto. L'Unione e le Casse tutte e specie le ticinesi si stringono intorno alla Cassa di S. Antonio, assicurandola del loro appoggio e formulando auguri per il suo avvenire !

Rédaction :

HENRI SEREX, secrétaire-adjoint de l'Union Suisse des Caisses de Crédit Mutuel.